

# Colloque 17

## ALLIANCES ÉDUCATIVES

*Présenté par : Jean-Luc Gilles (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) jean-luc.gilles@hepl.ch, Chantal Tièche Christinat (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) chantal.tieche@hepl.ch*

Les systèmes éducatifs contemporains s'ouvrent à un nombre croissant de professionnels qui, souvent en périphérie des établissements scolaires, sont amenés à effectuer des interventions éducatives déterminantes pour l'avenir des enfants et des jeunes concernés.

Dans le paysage éducatif et scolaire, les enseignants sont en première ligne. Souvent appelés à travailler en équipe constitués d'enseignants (ordinaires ou spécialisés), et peut-être peu préparés à la collaboration avec des professionnels extérieurs à l'école, le développement et le maintien d'alliances éducatives semble difficile. Par exemple, dans le domaine de la lutte contre le décrochage scolaire, alors qu'un décloisonnement et un partenariat avec des acteurs provenant de l'aide à la jeunesse, de la justice, de la santé, des entreprises, des secteurs de l'aide sociale, etc. permettrait d'améliorer l'efficacité du système scolaire, le danger de cloisonnement des prises en charge scolaires et extrascolaires est réel.

Face à cette diversité croissante des acteurs du champ éducatif, les parents manquent de repères pour agir au mieux des intérêts de leurs enfants. Dans un contexte où les associations de parents oeuvrent avec difficulté à l'instauration de partenariats « école-familles », de nouveaux défis apparaissent, liés à la mise en place d'échanges constructifs avec les professionnels du champ éducatif en dehors des établissements scolaires.

Par ailleurs, la diversité des acteurs amène ces derniers à se mobiliser au sein de groupes, de réseaux ou de communautés. Des alliances éducatives peuvent ainsi se mettre en place à différents niveaux : micro, en partenariat «jeune – famille – école» ; méso, en inclusion avec d'autres acteurs des sphères sociale, judiciaire ou du monde de la santé ; et enfin, macro, en englobant les niveaux micro et méso, où des dispositifs communautaires peuvent mettre en œuvre de larges alliances au sein de régions ou d'états.

Enfin, dans le contexte actuel de mondialisation où les réseaux sociaux et les technologies de l'information et de la communication offrent de nouvelles opportunités d'interactions entre individus, la question de la préparation des enseignants et des acteurs du champ éducatif à l'internationalisation du travail collaboratif paraît plus que pertinente.

Le colloque « alliances éducatives » que nous proposons dans le cadre du XVII<sup>e</sup> congrès l'AMSE se veut une occasion de réunir des équipes de chercheurs et de praticiens impliqués dans la mise en œuvre de partenariats entre divers acteurs des mondes scolaires et extrascolaires à des niveaux nationaux ou internationaux. A travers les communications présentées lors de ce colloque nous ferons un inventaire structuré de l'existant en termes : de besoins couverts ; de modèles théoriques utilisés ; de ressources mobilisées et de pratiques validées, tout en nous interrogeant sur les valeurs en toile de fond et les variables contextuelles. A partir de cet inventaire, nous souhaitons dégager les spécificités et complémentarités des approches et identifier des axes de recherches qui restent à investiguer. Nous nous interrogerons également sur la fécondité scientifique des démarches collaboratives exposées ainsi que les liens entre recherche, formation et profession. En outre, les organisateurs du colloque favoriseront une dynamique de mise en réseau des participants en vue de faire émerger une communauté de pratiques situées en lien avec le Groupe d'intérêt spécial intitulé «Alliances éducatives».

### • *Le désir de lire – sur le rôle des bibliothèques pour l'accrochage scolaire*

Helen Avery (University of Lund, Suède) Helen.Avery@mellost.lu.se, Bodil Nielsen (Norra Fäladens bibliotek, Lund, Suède) Helen.Avery@mellost.lu.se, Lotta Davidson-Bask (Norra Fäladens bibliotek, Lund, Suède) Helen.Avery@mellost.lu.se

Il ne fait pas de doute que la lecture est fondamentale pour la réussite scolaire. C'est pourquoi, dès la petite enfance, les bibliothèques sont en collaboration étroite avec les familles et les institutions préscolaires pour stimuler et inspirer à la lecture. Les bibliothèques (folkbiblioteken), et notamment les bibliothèques du quartier, ont une mission éducative très large, dirigée vers tous les segments de la société. Elles organisent en outre des activités ciblées vers des groupes vulnérables. Il y a une étroite collaboration avec les écoles, mais également avec les centres de loisirs, et les associations du quartier. Un travail spécifique est mené avec des jeunes qui ont des difficultés de lecture, comme avec les jeunes d'autres langues maternelles. Les bibliothécaires fournissent aussi un soutien pédagogique dans la recherche d'information quand les élèves conduisent une investigation dans divers sujets. En tant que forum de manifestations culturelles, et avec des activités comme les stages d'écriture ou les expositions, les bibliothèques offrent un lieu public valorisant où les jeunes peuvent s'exprimer, aidant ainsi à l'insertion psycho-sociale. Ces diverses pratiques seront illustrées par des exemples d'une bibliothèque de quartier.

### • *Viser l'accrochage : propositions institutionnelles, démarches pédagogiques et alliances*

Denis Baeriswyl (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) denis.baeriswyl@hepl.ch, Bernard Savoy (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) bernard.savoy@hepl.ch

Une première étude nous avait permis d'analyser les documents de présentation de structures qui prennent ou peuvent prendre en charge des élèves en situation de décrochage. Cette analyse a permis de mettre en évidence des intentions institutionnelles et certains phénomènes liés aux modalités de prise en charge (Tièche Christinat & al; Baeriswyl, Delévaux, Savoy & Cassagne, à paraître). Des dimensions multidimensionnelles intégrant apprentissages scolaires, développement des compétences sociales, alliances de différents partenaires font l'efficacité des prises en charge (Blaya, 2010). Les textes de présentation des structures font souvent référence à ces dimensions. Dans la continuité de cette précédente exploration, la recherche en cours vise à repérer la concordance entre les documents institutionnels sur l'Internet et les actions de terrain (modalités pédagogiques et organisationnelles effectivement déployées), à comprendre comment les professionnels coordonnent leurs actions, s'accordent sur les intentions et les objectifs, sur les modalités et les valeurs (Vidalenc, 2002). Pour cela, nous analysons sur une série d'entretiens réalisés avec des responsables d'institutions et des professionnels portant sur les mesures déclinées en activités et les alliances éducatives qui permettent aux élèves de construire du sens et de s'engager dans leur projet de formation.

### • *Le partenariat et la relation aux parents dans les politiques publiques : analyse comparée Franco-québécoise*

Jean Bélanger (Univ. du Québec à Montréal, Dépt d'éduc. et form. spécialisées) belanger.j@uqam.ca, Serge Thomazet (Laboratoire ACTE, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, Fr) serge.thomazet@univ-bpclermont.fr, Corinne Mérini (Laboratoire ACTE, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, Fr) corinne.merini@univ-bpclermont.fr

L'ouverture de l'école et l'importance des relations école-famille émergent progressivement en France en réaction aux travaux de la « sociologie critique » (Bourdieu & Passeron, 1964). On constate alors des actions politiques et administratives visant à soutenir et à accroître la réussite et le bien-être des élèves. Pour la France, la loi d'orientation pour l'école de 1989 et la loi 107 modifiant la loi sur l'instruction publique en 1997 pour le Québec sont, de ce point de vue des étapes importantes. Au cours des dernières années, les systèmes scolaires à travers le monde ont fait l'objet de réformes majeures, que ce soit dans le secteur général de formation (au Québec : le Renouveau pédagogique – MELS, 2001/2004 ; en France : le Socle commun de connaissances et de compétences, 2005, 2007) ; ou dans le secteur plus spécifique de l'intervention auprès des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers (au Québec : Politique de l'adaptation scolaire, MEQ, 1999 ; en France : la loi du 11 février 2005 sur le handicap conduit à une réorientation du secteur de l'éducation vers l'école inclusive, la réforme de 2008 introduit, elle, de nouveaux dispositifs d'accompagnement éducatif comme l'aide personnalisée). En parallèle à ces réformes, on assiste à un développement de la recherche dans le domaine du partenariat, notamment entre l'école et la famille comme mécanisme favorisant le développement de l'enfant et la réussite scolaire (Epstein, 2001, Deslandes, 2010) La compréhension des logiques prescriptives permet de saisir, au moins en partie, les pratiques des enseignants. En ce sens, il nous a semblé nécessaire d'explorer comment les politiques publiques positionnent la question partenariale et la relation aux parents en matière de difficulté scolaire en particulier. La comparaison internationale entre les politiques publiques québécoises et françaises offre l'opportunité d'une compréhension distanciée de ce qui fonde cette prescription et de mieux appréhender les phénomènes culturels qui sont derrière.

Nous mènerons cette exploration autour d'une analyse comparée des textes officiels cadrant la mise en œuvre des activités scolaires à partir des lois d'orientation, des socles communs des connaissances et compétences et des référentiels de compétences dans lesquels s'enchaîne la formation. Nous utiliserons pour cela le logiciel « sémato » (Laboratoire ATO, Université du Québec à Montréal) à partir duquel nous conduirons une analyse lexicographique et sémantique de ces textes. Les résultats devraient permettre de borner les contours de la prescription concernant le partenariat et la relation aux familles notamment en matière d'adaptation et d'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers.

• *Le nécessaire monitoring de la problématisation d'un partenariat : une expérience inspirante, un développement méthodologique nécessaire*

Jean Bélanger (Département d'éducation et formation spécialisées, Université du) belanger.j@uqam.ca, Gilles Roy (Direction de santé publique de Montréal, Canada) gilles.roy@umontreal.ca

Différentes recherches récentes portant sur la mobilisation partenariale et sur le développement de communautés de pratiques en milieu scolaire mènent à documenter les difficultés éprouvées à s'assurer que tous les acteurs impliqués aient une vision commune de l'objet même du projet censé les lier (Turcotte et al. 2011, Turcotte et al. 2010, Bélanger, 2006, Gaudreau, 2008). L'empilement des programmes, l'ordination des priorités poursuivies, l'interprétation des causes associées au problème soulevé ou encore la présence d'un agenda politique caché peuvent mener à une distorsion dans la compréhension du projet à la base de l'alliance en développement. Dans les premiers temps de la mise en place d'une action, il est fréquent que les partenaires aient l'impression de s'entendre alors que des problèmes d'appropriation, d'approfondissement et d'incorporation sont alors à recenser (Bélanger et Roy, 2011, Turcotte et al., 2010). Il est donc essentiel de développer une bonne compréhension des processus initiaux à la base des interventions nécessitant une mise en commun d'expertises et de ressources (alliance, partenariat ou collaboration). Cette communication aura d'abord comme objet un retour rapide sur différentes théories de l'acteur réseau, plus particulièrement celle de la sociologie de la traduction (Callon et Latour, 1986), qui mettent clairement en lumière l'importance de la problématisation, première phase d'une mobilisation. Cet exposé soulignera l'importance de piloter cette phase afin que les alliances se créent et se maintiennent. Ce constat appelle donc le développement de méthodologies en ce sens, qui sont présentement pratiquement inexistantes. La seconde partie de la communication consistera à présenter un instrument qui a permis de soutenir les partenaires d'un même projet collectif afin d'évaluer et de gérer le début d'une action conjointe. Il s'agit d'un questionnaire en ligne qui permet de détecter la présence de controverses quant à la vision commune nécessaire à l'action collective. L'utilisation de cet outil vise notamment à objectiver auprès des acteurs impliqués les enjeux de pouvoir qui sont soulevés ainsi qu'à formaliser les différences rencontrées, de façon ici à en favoriser sinon la résolution, du moins la prise en compte. Ce questionnaire est constitué de sept questions ouvertes et fermées; il a été passé auprès des représentants des différents partenaires regroupés dans des consortiums régionaux (319 répondants de 69 regroupements de partenaires ont été rejoints) où siègent des acteurs scolaires, de la santé, du municipal et du communautaire. L'analyse est réalisée à partir d'un logiciel d'analyse textuelle assistée par ordinateur (Sémato). L'utilisation de certaines fonctions d'analyse de ce logiciel permet de mettre en lumière les similarités et les divergences de discours entre les participants. L'utilisation faite de cet outil sera exemplifiée en cours de séance et les forces et faiblesses seront discutées de façon à préciser les pistes de développement ultérieures dans ce champ où l'innovation est présentement nécessaire.

• *Evaluer l'impact des programmes d'intervention contre le décrochage scolaire : vers un pragmatisme modeste*

Catherine Blaya (IREDU – Université de Bourgogne) Catherine.Blaya@u-bourgogne.fr

En Europe, le processus de Lisbonne (2010) avait fixé l'objectif d'une réduction à moins de 10% le pourcentage de jeunes âgés de 18 à 24 ans qui quittent l'école sans diplôme d'études secondaires ou équivalent. En France, les différents dispositifs, lois d'orientation et directives visant à limiter les sorties sans qualification et à ne laisser personne au bord du chemin et à conduire 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, le plan réussite en licence afin de limiter le décrochage des jeunes de l'enseignement supérieur témoignent de l'intérêt porté au problème. Malgré l'émergence de nombreux programmes et dispositifs, un certain pourcentage de décrochage semble incompressible. En témoigne le report des exigences la stratégie de Lisbonne à 2020 (<http://www.euractiv.fr/strategie-europe-2020-dossier> consulté le 12/12/12). On est alors amené à s'interroger sur l'efficacité des politiques publiques mises en place ainsi que des programmes d'intervention pour lutter contre le phénomène. La culture de l'évaluation visant à évaluer l'impact des actions entreprises s'est fortement développée ces dernières décennies. Ces évaluations montrent que les interventions les plus efficaces sont les interventions de type systémique visant à mobiliser les jeunes, les personnels de l'éducation nationale mais aussi les familles et les différents partenaires sociaux amenés à aider le jeune vers une réussite scolaire confirmant ici la nécessaire construction des alliances éducatives (Wilson & Lipsey, 2006; Nye, 2003). Nous adopterons une démarche critique dans laquelle nous montrerons qu'en effet, certaines caractéristiques des interventions mises en place semblent plus efficaces que d'autres. Nous soulignerons de même quels sont les biais et améliorations possibles des évaluations existantes en nous basant sur une synthèse de la littérature internationale.

### • *Le projet « réussir ensemble » sous l'angle des alliances éducatives*

Didier Dirix (Centre des méthodes, Province de Liège, Belgique) didier.dirix@provincedeliege.be, Ghislain Plunus (Centre des méthodes, Province de Liège, Belgique) g.plunus@ulg.ac.be

L'idée maîtresse de ce projet est de considérer le jeune au centre d'un système qui comprend aussi bien les aspects individuels (estime soi, compétence scolaire, habitudes de vie...) que les aspects environnementaux (l'école, la famille et la communauté). Ce système induit naturellement l'idée qu'autour du jeune une communauté s'organise. Une alliance éducative. Cette communauté est composée de tous les acteurs de l'école : enseignants, éducateurs, direction, personnel administratif et ouvrier, Centre Psycho-Médico-Sociaux (CPMS) mais également des acteurs qui gravitent autour de l'école tels que les services d'accrochage scolaire et les services d'aide en milieu ouvert (AMO). La famille et les acteurs locaux comme les bibliothèques, centres culturels ou encore clubs sportifs sont également des acteurs intégrés dans les actions mises en œuvre par ce projet. Il intègre, par ailleurs, l'expérience de « maillage social » déjà bien installé en Province de Liège. Une particularité de « Réussir Ensemble » est son attachement aux valeurs de démocratie. En effet, le pilotage des actions dans l'établissement est assuré par une « Cellule pédagogique » composée de représentants de l'ensemble des forces vives de l'établissement : enseignants, direction, administratifs, éducateurs, personnels d'entretien. Au cours de cette présentation, nous ferons le point concernant les différents dispositifs d'alliances éducatives déjà éprouvés en province de Liège. Comment, sur base de ces expériences, le centre des méthodes installe ce nouveau dispositif, les objectifs, la méthode, les premiers résultats.

### • *Recherche collaborative et conditions de maintien et de réussite du programme de prévention du décrochage scolaire : Trait Union*

Laurier Fortin (Université de Sherbrooke, Québec, Canada) Laurier.Fortin@USherbrooke.ca, Anne Lessard (Université de Sherbrooke, Québec, Canada) Anne.Lessard@USherbrooke.ca

Nous menons une recherche collaborative depuis 2007 entre chercheurs universitaires, gestionnaires et intervenants scolaires afin d'améliorer la réussite scolaire des élèves à risque de décrochage scolaire. Nous présenterons le modèle théorique et le processus rigoureux qui permet le maintien et la réussite du programme Trait Union que nous expérimentons depuis quatre ans et auquel ont participé 320 élèves à risque de décrochage scolaire. Ce programme, dont l'objectif principal est de promouvoir l'engagement et la persévérance scolaire des élèves, est appliqué par 150 enseignants qui rencontrent individuellement les élèves bimensuellement pendant l'année scolaire. Des alliances sont nécessaires entre les professionnelles de recherche et les membres de trois comités de pilotage afin d'assurer une application conforme du programme. Les évaluations montrent que des effets bénéfiques au plan des indicateurs de risque de décrochage et de la persévérance scolaire des élèves à risque.

### • *Intérêts et limites du partenariat Jeune-Ecole-Entreprise pour la prise en charge des ruptures de contrat d'apprentissage de niveau V*

Cécile Favreau (Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat de Midi-Pyrénées) cecilefavreau@gmail.com, Valérie Capdevielle-Mougibas (Université de Toulouse Le Mirail / France) capdevie@univ-tlse2.fr

L'apprentissage salarié constitue un dispositif de formation par alternance qui suscite aujourd'hui un engouement important. Sur le plan scientifique, beaucoup de recherches ont étudié ses « performances » en matière d'insertion professionnelle. On connaît moins les processus en jeu dans la construction des parcours de formation. Entrer en apprentissage ne constitue pas, en soi, une garantie de réussite : environ 22 % des apprentis échouent à l'examen et 17 % abandonnent prématurément leur formation (Cereq, 2011). La contribution proposée vise à présenter les résultats d'une recherche par questionnaire menée auprès de 153 artisans-maîtres d'apprentissage de la Région Midi-Pyrénées encadrant des apprentis inscrits en Certificat d'Aptitudes Professionnelles (CAP). L'analyse statistique montre que la mise en œuvre d'une coopération entre le jeune, le Centre de Formation (CFA) et l'entreprise souvent présentée comme indispensable au sein de ce dispositif par alternance n'existe pas au sein de la majorité des entreprises sans que pour autant il soit possible de mettre en évidence un lien avec l'échec ou la réussite des apprentis. Ces résultats permettent ainsi de s'interroger sur la manière dont le partenariat entre les CFA et les entreprises peut constituer un levier d'intervention dans la lutte contre les ruptures de contrat d'apprentissage au niveau V.

## • *Laboratoire sur l'accrochage scolaire et les alliances éducatives (LASALÉ)*

Jean-Luc Gilles (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) jean-luc.gilles@hepl.ch, Chantal Tièche Christinat (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) chantal.tieche@hepl.ch

L'idée du Laboratoire sur l'accrochage scolaire et les alliances éducatives (LASALÉ) est née d'échanges entre différentes équipes de recherche qui partagent le constat de la difficulté de coordonner des actions permettant l'accrochage et qui souhaitent en comprendre les causes et co-construire des solutions avec les partenaires de terrain. Si l'ouvrage de Glassman et Oeuvarard (2004) souligne la nécessité de convoquer plusieurs postures épistémologiques pour comprendre le phénomène de déscolarisation, il apparaît de toute évidence nécessaire de faire de même en ce qui concerne l'accrochage scolaire. Nous inspirant du modèle d'analyse systémique (Bronfenbrenner), trois niveaux de recherche et d'intervention sont envisagés, à savoir les niveaux micro, méso et macro. Les résultats obtenus par plusieurs recherches (Blaya, 2010; Fortin, Marcotte, Royer, & Potvin, 2005) soulignent l'importance du milieu immédiat de l'individu et nous enjoignent à chercher à dégager le poids des différents facteurs en jeu dans l'interaction entre enseignants - parents - élèves.

Au niveau méso, les approches sociologiques, pédagogiques et psychologiques telles par exemple celles menées par Baudrit (Baudrit, 2010), ou Brüggén, Maeder, & Kosorok Labhart, (2010) montrent que de nombreuses actions peuvent être entreprises auprès des jeunes qui incluent non seulement des enseignants, mais aussi des thérapeutes, des éducateurs, des maîtres socio-professionnels et des artisans, donnant ainsi aux alliances une coloration pédagogique, éducative et sociale. Au niveau macro, le LASALÉ cherche à rendre compte des approches communautaires, montrant par la même que le décrochage scolaire touche aussi bien les sphères socio-économiques, associatives et politiques sur un territoire donné (Shirley, 1997) que les sphères scolaires. (Gilles, Polson, & Reynders, 2009; Shirley, 1997).

## • *Travailler ensemble pour lutter contre le décrochage scolaire : à propos de quelques partenariats institutionnels*

Marie-Anne Hugon (CREF - Université Paris Ouest La Défense, France) marie-anne.hugon@u-paris10.fr

En France, la prise en charge du décrochage scolaire et de la déscolarisation s'appuie de plus en plus sur l'action conjointe de l'Etat et des collectivités territoriales : communes, départements, régions. En prenant appui sur des travaux menés dans des villes de la périphérie parisienne, on examinera les effets de l'intervention des collectivités territoriales dans des domaines qui relevaient jusqu'à une date récente exclusivement de l'action de l'Etat. Les principes de la sociologie de la traduction ( Latour, Callon, Akhrich 2006) semblent un cadre d'analyse pertinent pour rendre compte de ces nouvelles "alliances éducatives" entre le monde de l'école et les autres acteurs d'un territoire éducatif.

## • *La relation maître-élève : une modalité d'accrochage*

Anne Lessard (Université de Sherbrooke, Québec, Canada) Anne.Lessard@USherbrooke.ca, Laurier Fortin (Université de Sherbrooke, Québec, Canada) Laurier.Fortin@USherbrooke.ca

Définissant la relation enseignant-élève comme étant la zone d'interaction pédagogique et socio-affective entre l'enseignant et ses élèves, notre étude vise à documenter cette relation par le biais d'entretiens structurés. L'échantillon est formé de six enseignants participant au programme Trait d'Union (1) et six enseignants ni participant pas. Les enseignants ont répondu aux questions issues du protocole d'entrevue Teacher Relationship Interview (TRI, Pianta, 1998). L'analyse des résultats a été faite en fonction des éléments qui constituent la grille d'analyse, soit la sensibilité des interactions, la sécurité, la capacité de l'enseignant de comprendre la perspective de l'élève, de moduler ses interactions en fonction de l'élève, de créer un climat positif, d'être cohérent et de savoir gérer différents états (hostilité, indifférence, sentiment d'être démuné) vécus en classe ou avec l'élève. Les résultats démontrent que les enseignants participant au programme Trait d'Union établissent des relations qu'ils qualifient de confiance avec leurs élèves; recherchent des solutions auprès d'autres professionnels lorsqu'ils sont démunés et ciblent des stratégies concrètes pour accrocher leurs élèves. Plusieurs éléments liés aux alliances éducatives seront présentés dans cette communication.

(1) Ce programme est une initiative développée pour accrocher les élèves dépistés comme étant à risque de décrochage scolaire qui mériterait une présentation en soi.

- « *Ils se rapprochent, on s'accroche !* » - Une recherche-action au Grand-Duché du Luxembourg visant la mise en place d'actions en direction des familles en vue d'instaurer une collaboration école-famille efficace et constructive favorable à l'accrochage sc

Débora Poncelet (Université du Luxembourg) debora.poncelet@uni.lu, Véronique Pelt (Université du Luxembourg) debora.poncelet@uni.lu, Christophe Dierendonck (Université du Luxembourg) christophe.dierendonck@uni.lu

L'accrochage scolaire : un phénomène aux sources multiples

Des chercheurs (Asdih, 2003; Glasman, 2000; Janosz, Georges & Parent, 1998; Janosz & Leblanc, 1996; Potvin, Deslandes, Beaulieu, Marcotte, Fortin, Royer & Leclerc, 1999; Potvin, Fortin, Marcotte, Royer & Deslandes, 2004) ont clairement identifié l'origine du décrochage scolaire au sein de plusieurs grands systèmes tels que la société, la famille, l'école et l'élève lui-même. Le décrochage scolaire apparaît donc comme un phénomène multidimensionnel où de nombreux facteurs interagissent les uns avec les autres. L'association de ces différents facteurs peut, petit à petit, amener le jeune à s'investir de façon stratégique et efficace dans son cursus secondaire (accrochage scolaire) ou au contraire, à se désintéresser, à se désengager de l'école pour l'abandonner au terme d'un long processus de frustrations cumulées (décrochage scolaire).

La relation école-famille comme levier à l'accrochage scolaire

Lorsque l'on sait que l'engagement des parents dans l'éducation scolaire de leur enfant est susceptible d'améliorer à la fois la façon dont l'élève se sent à l'école mais aussi comment il appréhende son cursus et comment il le réussit (Poncelet, 2003), il est important, selon nous, de prendre conscience de l'importance des relations qui s'établissent entre l'école et la famille et de l'influence de ces dernières sur l'investissement des parents dans l'éducation scolaire de leur enfant. Les pratiques éducatives familiales comme la coordination avec l'école constituent en effet des variables changeables, modifiables. Contrairement aux variables structurelles (origine socio-économique), il est possible d'induire auprès des parents des changements de comportements susceptibles de favoriser le regard que l'élève porte sur l'école et in fine, la réussite scolaire toute entière.

Une recherche-action pour favoriser les relations école-famille

« Partners » est une recherche collaborative dont le but est de mettre en œuvre des actions concrètes, dans les écoles pour faciliter la relation école-famille. Ces projets sont réfléchis, élaborés et implantés de façon conjointe entre les chercheurs, les équipes éducatives, les parents voire d'autres instances actives au niveau de l'institution scolaire (commission scolaire, par exemple). Cette étude présente un plan expérimental particulier. Une recherche quasi-expérimentale classique (RC) et une recherche-action (RA) ont en effet été privilégiées pour approcher au plus près les actions et leur impact sur la relation école-famille, les résultats scolaires et d'autres aspects conatifs tels que la motivation et l'estime de soi.

- *Des élèves en situation de décrochage : et alors ?*

Chantal Tièche Christinat (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) chantal.tieche@hepl.ch, Olivier Delévaux (University of Teacher Education, State of Vaud, Lausanne, Suisse) olivier.delevaux@hepl.ch

En Suisse romande, l'école réalise qu'elle n'est pas épargnée par la réflexion à mener sur la problématique du décrochage. En effet, la population des élèves en situation de décrochage tend nettement à augmenter et la naissance de structures pédagogiques spécifiques à leur prise en charge en témoigne. Aux premières loges, les enseignants sont de plus en plus fréquemment confrontés à des élèves qui présentent une convergence de facteurs favorisant le décrochage et les questionnant sur les actions éducatives et pédagogiques à mener auprès de ceux-ci. Dans le cadre des travaux menés par le LASALÉ nous avons proposé à une centaine d'enseignants quatre scénarios d'élèves en situation de décrochage et leur avons demandé de choisir et de prioriser les actions éducatives et pédagogiques qu'ils entreprendraient pour chaque situation. La variété des situations repose essentiellement sur le croisement des facteurs âge (12 ou 16 ans) et comportement (inadaptés vs discrets). Les caractéristiques socio-économiques, familiales et curriculaires identiques dans les quatre situations relèvent de facteurs dits à risque. Les premiers résultats de cette enquête dont nous présenterons plusieurs aspects témoignent d'une très faible différenciation des actions envisagées eu égard aux quatre situations. Par ailleurs, si une volonté d'associer les familles ou ad minima de les informer est relevée, le recours à leurs compétences semble plutôt faible.